L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 15 JANVIER 1861.

Bureau du Charivari, No 73, Rue Dauphine, entre Conti et Bienville.

G. F. WEISSE & Co. — G. F. WEISSE, E. DUVERGER, N. DUFOUR, S. HARRY } Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans, MARDI MATIN, 15 JANVIER.

Voir la seconde page, pour :

LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHÉ AUX BESTIAUX,
LE MOUVEMENT DU PORT,
LE DÉPART DES STEAMERS ET BATEAUX.

Abonnés à la Semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les cinq numéros. On paiera aux porteurs.

Vente à l'encan de ce jour.

Par B. Turpin, en face de la Place St-Antoine, derrière la Cathédrale St-Louis : 2 lots, rue Chartres, à Sporta, au profit de [illegible].
Par D. E. Murphy, 67, rue des Magasins-Tchoupitoulas : Assal, 40 N. P. rue Tchoupitoulas.
Par le Shériff, Moss, rue Jefferson — Un lot de bijoux.

Le Message du Président.

Les journaux de Washington, du 10 courant, nous apportent le texte du message du Président, dont le télégraphe nous avait donné qu'une analyse très imparfaite. Nous croyons donc devoir assez important dans les circonstances actuelles pour en traduire les principaux passages.

Le président rappelle les recommandations contenues dans son précédent message et décrit les tristes conséquences de la crise qui a éclaté sur le pays, pénurie de génie, paralysie du commerce, suspension des travaux dans les manufactures, diminution des profits de l'agriculture effrayante dans les importations. Il rappelle que l'espoir qu'on lui avait fondé sur la réunion du Congrès s'est évanoui et que la déclaration publique n'a fait que s'accroître, et il conclut des faits cités par lui que, "dans un gouvernement organisé comme le nôtre, une lutte domestique, ou même une crainte plausible de guerre civile, est plus destructive pour nos intérêts publics et privés que la guerre étrangère la plus formidable.

M. Buchanan persiste dans les opinions exprimées par lui dans son message annuel sur la séparation, la convention et en faveur des lois que pouvoir exécutif n'a pas qualité pour reconnaître l'indépendance ou la séparation d'un Etat ; au Congrès seul appartient le droit de rappeler, modifier ou suspendre les lois. Le chef du pouvoir exécutif n'a d'autre alternative que de percevoir les revenus publics et de protéger les propriétés fédérales dans la limite de ce qui est praticable. Il continue ainsi :

"C'est encore mon dessein. Mon devoir est d'exécuter, non de faire les lois. Il appartient exclusivement au Congrès de rappeler, modifier ou étendre les dispositions pour répondre aux exigences qui peuvent surgir. Je n'ai aucun pouvoir de dispense.

"Je n'ai certainement aucun droit de faire une guerre agressive à aucun Etat et je suis pleinement convaincu que la Constitution a sagement refusé ce pouvoir même au Congrès. Mais le droit et le devoir d'employer des forces militaires sur la défensive contre ceux qui résistent aux officiers fédéraux dans l'exécution de leurs fonctions légales et contre ceux qui assiègent les propriétés du gouvernement fédéral est clair et indubitable.

"Mais l'attitude dangereuse et hostile des Etats les uns envers les autres a déjà rejeté dans l'ombre les devoirs ordinaires du pouvoir exécutif prévus par la loi, et a pris des proportions tellement vastes et alarmantes que le sujet se trouve placé en dehors du contrôle de l'exécutif. Il ne peut plus que se soumettre ou se soumettre au milieu d'une grande révolution. Je recommande donc la question sous tous ses aspects au Congrès comme au seul tribunal humain qui, au-dessus de la Providence, ait le pouvoir de parer aux nécessités existantes. C'est au Congrès exclusivement qu'appartient le pouvoir de déclarer la guerre ou d'autoriser l'emploi des forces militaires dans les cas prévus par la Constitution, et seul il a le pouvoir de redresser les griefs qui peuvent conduire à la guerre, et d'assurer la paix et l'union à ce pays désolé. C'est sur lui et sur lui seul que repose la responsabilité."

Soit une tirade sur l'Union et la solidarité des intérêts que M. Buchanan termine en disant qu'on a déjà eu un triste avant goût des souffrances universelles qui résulteraient de sa destruction. La calamité, dit-il, serait sévère dans toutes les parties de l'Union et aurait tout le caractère d'un désastre national. Il ne saurait être plus grande, ajoute-t-il, dans les Etats du Sud que dans ceux du Nord. Voici maintenant les remèdes qu'il propose.

"La plus grande aggravation du mal et celle qui nous placerait au point de vue le plus défavorable et devant la postérité et devant le monde entier, serait la formation d'un gouvernement de sécession. Il est basé principalement sur une fausse appréciation au Sud des sentiments de la majorité dans plusieurs des Etats du Nord. Que la question soit transférée dans les assemblées politiques aux urnes du scrutin, et le peuple lui même réparera promptement les griefs actuels dont le Sud a souffert. Mais, au nom du ciel, que ces griefs soient réparés avant que nous ne soyons plongés dans un conflit armé sur la simple prétention qu'il n'y a pas d'autre alternative. Le temps est un grand pouvoir pour servir ou pour détruire. Attendons donc en silence et donnons au peuple du Nord et à celui du Sud la faculté de réfléchir. Plût à Dieu que la Caroline du Sud eût été plus tôt saisie de cette vérité avant d'avoir agi si précipitamment!

Je fais donc par votre intermédiaire appel au peuple du pays pour qu'il déclare dans ses élections et dans l'Union que je suis prêt à faire tout ce qui est en mon pouvoir par tous les moyens constitutionnels. Je vous recommande vivement de vous occuper exclusivement de la question de savoir comment on la peut éviter accomplir pacifiquement et par les autres questions, comparées à celle-ci, sont insignifiantes. Ce n'est plus le moment des politiciens. Il faut agir et agir promptement. Si le Congrès sauve la propriété en y recommandant une proposition distincte et pratique de conciliation, ce délai peut nous conduire à un point où il sera presque impossible de broncher."

Le Président considère comme une mesure pratique et assurément l'adoption d'une ligne de démarcation, au sud de laquelle l'esclavage serait document protégé. Voici maintenant ce qu'il dit du conflit survenu entre les Etats et le gouvernement :

"Même aujourd'hui le danger est sur nos têtes. Dans plusieurs Etats qui ne se sont pas encore séparés, les forces armées et les munitions des Etats-Unis ont été saisis. C'est certainement là mesure la plus sérieuse qui ait été prise depuis le commencement des troubles. Ces propriétés publiques ont été achetées depuis longtemps sans garnisons et sans troupes pour leur protection, parce que personne ne doutait de leur sécurité sous le drapeau du pays dans aucun Etat de l'Union. Elles ont été élevées, armés suffisant à peine pour garder nos frontières éloignées contre les incursions indiennes. La saisie de ces propriétés, suivant toutes les apparences, a été préméditée et faite dans le but de les acte de résistance à aucune tentative coercitive pour forcer un ou des Etats à rester dans l'Union.

Au commencement de ces malheureux troubles je résolus qu'aucun acte de ma part n'accroîtrait l'agitation dans aucune section du pays. Si les conflits publiques devaient se terminer par une guerre civile, ma résolution était arrêtée de ne pas la commencer, ni de fournir une excuse pour la faire par aucune acte de ce gouvernement. Mon opinion reste la même ; la justice et une raison politique exigent que nous cherchions encore une solution pacifique des questions qui nous divisent. Le Congrès,